



**PRÉFÈTE
DE LA NIÈVRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de la Nièvre**

Service Santé Protection Animale et environnement
Cité Colbert
Rue Simone Veil
58000 Nevers

Nevers, le 04/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL SENOSSE

Senosse
58190 Nuars

Références : -
Code AIOT : 0055800604

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement EARL SENOSSE implanté Senosse 58190 Nuars. L'inspection a été annoncée le 06/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plan pluriannuel de contrôle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL SENOSSE
- Senosse 58190 Nuars
- Code AIOT : 0055800604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage de volailles autorisé pour une capacité de 67 500 emplacements (animaux équivalents).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------|--|--|-----------------------|
| 2 | Dispositions générales | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4 | Demande d'action corrective | 12 mois |
| 4 | Lutte incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 | Demande d'action corrective | 12 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Dispositions générales | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 | Sans objet |
| 3 | Lutte incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 | Sans objet |
| 5 | Stockage des effluents en zone vulnérable | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III | Sans objet |
| 6 | Rejets directs d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la prévention des accidents et la lutte contre les incendies : s'assurer d'un contrôle annuel des installations électriques et techniques, améliorer le plan des installations recensant les risques incendies afin d'identifier rapidement les zones à risque en cas d'accident, augmenter les capacités de stockage d'eau utilisable par les services de secours.

Concernant la gestion des effluents d'élevage en zone vulnérable nitrate : réaliser chaque année un plan prévisionnel de fumure;

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 |
| Thème(s) : Situation administrative, Conformité à l'autorisation |
| Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation. |
| Constats : L'installation dispose de deux poulaillers de capacité 32 640 emplacements de volailles chacun, pour un total de 65 280 emplacements. L'installation est autorisée pour 67 500 emplacements. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Dispositions générales

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4 |
| Thème(s) : Situation administrative, Registres et documents |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :- le registre des risques (art. 14) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;- les justificatifs de livraison des effluents d'éle- |

vage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;- les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. article 34).Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats :

Les documents suivants ont été présentés à l'inspection :

- le registre d'élevage mentionnant le nombre d'animaux, le nombre de morts, le poids, la consommation en eau et aliment.
- Le plan de l'installation indiquant les zones à risque : ce document manque de lisibilité pour identifier les extincteurs et citerne de gaz
- Le plan d'épandage de 2007, incluant 215 ha épandables
- Le cahier d'épandage tenu sur carnet manuscrit
- Les analyses annuelles de fumier
- Les bons d'enlèvement d'équarrissage pour l'année 2024 en version papier. Les bons de l'année 2025 sont reçus en version informatique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Effectuer chaque année un plan prévisionnel de fumure pour adapter l'épandage avec les rendements prévisionnels et ainsi raisonner les apports d'azote en zone vulnérable nitrates.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Élevage, Prévention accidents

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

Constats :

Une révision des installations électriques et techniques a été effectuée en 2025. La synthèse a été présentée à l'inspection. L'exploitation dispose d'un salarié, la révision des installations doit alors être effectuée tous les ans. L'exploitant a fait la démarche auprès de Groupama pour effectuer ces vérifications.

Un plan des zones à risque a été présenté à l'inspection, toutefois il manque de lisibilité et de précision.

| |
|--|
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour les prochains contrôles des installations électriques, il sera utile de demander à l'opérateur une synthèse du Q18 listant les observations relatives aux non-conformités constatées. Améliorer le plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion mentionnant les installations de gaz et d'électricité et la localisation des extincteurs.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Lutte incendie

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Prévention accidents</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés :- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'installation dispose de 2 extincteurs par poulailler (à CO₂ et eau additivée) et un extincteur dans l'atelier. Une réserve d'eau de 50 000 litres est disponible. Ce volume est inférieur au volume minimal de 120 m³ requis pour ce type d'installation. L'exploitant a pour projet de réaliser un audit avec le SDIS. Des vannes de barrage de gaz sont présentes à l'entrée des bâtiments, à l'extérieur. Les numéros d'urgence sont affichés dans les sas d'entrée des deux bâtiments.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Revoir les conditions d'accès à l'eau pour la lutte contre l'incendie et faire confirmer par le SDIS que les besoins du site n'excèdent pas 120 m³. En tout état de cause, compléter la réserve d'eau sur le site en fonction du volume à atteindre.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 12 mois</p> |

N° 5 : Stockage des effluents en zone vulnérable

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier. |
| Constats : L'installation est située en zone vulnérable nitrates. Le fumier de volaille est stocké en bout de champs, jusqu'à 8 mois. L'épandage est réalisé l'été et l'automne pour le tournesol. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Rejets directs d'effluents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués. Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit. L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5. Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités : <ul style="list-style-type: none">- dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ;- par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ;- sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ;- pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA). |
| Constats : Le plan d'épandage date de 2007. Ce plan a été présenté à l'inspection. Les parcelles constituant ce plan d'épandage n'ont pas changé selon l'exploitant. Toutefois, l'exploitant prévoit une révision du plan prochainement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |